

CONTENU

Point de mire sur la Chine : la visite officielle du président Hu Jintao

Progrès en matière d'accès aux marchés chinois	1
Revue de presse spéciale : la visite officielle du président Hu Jintao dans les médias américains.....	3
Des tensions importantes persistent dans les relations commerciales sino-américaines..	4

Études économiques et articles connexes.....	6
--	---

Point de mire sur la Chine : la visite officielle du président Hu Jintao

Progrès en matière d'accès aux marchés chinois

La visite officielle aux États-Unis du président chinois Hu Jintao, du 18 au 21 janvier, a permis d'apaiser certaines tensions qui ont marqué les relations commerciales entre les deux superpuissances au cours de l'année 2010. La Maison-Blanche a annoncé que le gouvernement chinois s'était engagé à abandonner certaines mesures controversées de soutien du secteur technologique et à ouvrir davantage ses marchés publics aux entreprises étrangères. Ces annonces concrétisent les engagements pris par la Chine lors de la rencontre de la Commission conjointe sino-américaine sur l'Économie et le Commerce (JCCT) tenue à la mi-décembre 2010.

La Chine cherche à accélérer le développement de son économie afin de délaisser progressivement les secteurs manufacturiers à faible valeur ajoutée pour devenir un leader mondial dans la conception de produits innovants à très forte valeur ajoutée. En novembre 2009, elle a mis en place une politique industrielle dans ce but connu aux États-Unis sous le nom de la politique d'« innovations indigènes » (*indigenous innovations*). Le « programme national d'accréditation des produits innovants indigènes » (*National Indigenous Innovation Product Accreditation Work*) est l'une des mesures phares de cette politique. Le ministère des Sciences et Technologies a reçu pour mandat d'établir une liste de produits de haute technologie qui devaient profiter d'un accès préférentiel aux contrats publics. Ces derniers devaient être obligatoirement produits et brevetés en Chine. Cette politique, doublée d'exigences de contenu local et de mesures incitatives à la substitution des importations avait pour objectif d'accélérer le transfert technologique des entreprises occidentales qui manufacturent leurs produits en Chine, mais qui en font généralement la conception à l'étranger. Le gouvernement américain a vertement dénoncé cette mesure qu'il juge protectionniste. Le gouvernement chinois avait déjà abandonné ses exigences en matière de brevets et de transfert de droits de propriété intellectuelle



Le président chinois Hu Jintao et le président américain Barack Obama lors d'une réunion le 19 janvier 2011.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 3, 27 janvier 2011

en avril 2010.¹ Le président Hu Jintao s'est engagé à dissocier la politique d'innovation de la politique d'achat pour les marchés publics. Les différents paliers de gouvernements chinois n'auront plus l'obligation de donner priorité aux produits technologiques développés sur leur territoire national. Si l'Administration Obama s'est réjouie de cette annonce, les lobbies qui représentent l'industrie américaine et de nombreux think tanks s'intéressant à la politique étrangère restent sceptiques devant cette volte-face. Ils craignent notamment que le gouvernement chinois ne développe de nouvelles contraintes réglementaires pour remplacer celles qu'il vient tout juste d'abandonner.

La Chine s'est aussi engagée à bonifier sa demande d'accession à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP) de l'OMC. Les contrats publics des gouvernements provinciaux et municipaux s'y conformeront. Auparavant, elle ne s'était commise qu'à y soumettre les achats publics du gouvernement fédéral. L'AMP est un accord plurilatéral contraignant de l'OMC, mais non obligatoire, qui vise à assurer la transparence et la non-discrimination dans l'attribution des contrats publics. Les signataires gagnent ainsi accès aux marchés publics des participants à l'accord. Le montant des contrats publics du gouvernement fédéral chinois s'est élevé à plus de 80 milliards de \$ É-U en 2009. Les montants octroyés par les gouvernements provinciaux et municipaux sont plus importants encore. Les bénéficiaires de cette annonce pour les entreprises américaines se feront cependant attendre, puisque l'accession de la Chine à l'AMP ne devrait pas se concrétiser avant encore plusieurs années.

Ces engagements s'ajoutent à d'autres, moins importants, mais qui laissent néanmoins entrevoir une collaboration plus courtoise sur le plan commercial entre les deux pays. Déjà en décembre 2010, la Chine s'était engagée à répondre à de nombreux griefs américains sur des questions commerciales lors de la rencontre de la JCCT. Au-delà des questions de politiques industrielles, d'innovation et d'accès au marché public, la Chine s'est engagée à respecter la neutralité technologique de ses réseaux de télécommunication, à procéder à des appels d'offre publics qui soient non discriminatoires et transparents pour le développement de son réseau électrique et l'installation de parcs d'éoliennes ainsi qu'à reprendre les négociations sur la libéralisation de son marché bovin. Reste à voir si ces promesses se concrétiseront et surtout si de nouveaux obstacles politiques n'entraveront pas le développement des relations bilatérales entre les deux superpuissances. Malgré tout, de nombreuses tensions commerciales subsistent entre les deux pays, mais ces annonces ont permis aux deux présidents, Hu Jintao et Barack Obama, de tirer un bilan positif de la rencontre au niveau commercial.

Pour consulter la fiche d'information de la Maison-Blanche, voir : Office of the Press Secretary, « Fact Sheet : U.S.-China Economic Issues », *White House*, 19 janvier 2011, en ligne : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/01/19/fact-sheet-us-china-economic-issues>

Sources : Doug Palmer, « Analysis: Hu Addresses U.S. Stress Over China High-Tech Drive », *Reuters*, 21 janvier 2011, en ligne : <http://www.reuters.com/article/idUSTRE707ZRL20110121> ; Scott Otteman, « Hu Visit Yields Changes On China Innovation Policies, Procurement Link », *Inside US Trade*, vol. 29, no. 3, 21 janvier 2011.

¹ Voir la Chronique commerciale américaine du 21 avril 2010.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 3, 27 janvier 2011

Revue de presse spéciale : la visite officielle du président Hu Jintao dans les médias américains

La visite officielle du président chinois Hu Jintao aux États-Unis a donné lieu à la publication de nombreuses analyses sur les relations politiques et économiques entre les deux pays. Voici un échantillon d'analyses et d'articles pertinents.

« China's Hu Jintao Answers Questions with Washington Post », *Washington Post*, 16 janvier 2011, en ligne : WP <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/01/16/AR2011011601921.html>

« Mr Hu Goes to Washington », *The Economist*, 18 janvier 2011, en ligne : The Economist http://www.economist.com/blogs/asiaview/2011/01/china_and_america

Andrew Stern, « Hu's U.S. Visit Sets New Tone but Tensions Remain », *Reuters*, 22 janvier 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE70H07Z20110122>

Geoff Dyer, David Pilling and Henny Sender, « China: A Strategy to Straddle the Planet », *Financial Times*, 17 janvier 2011, en ligne : Financial Times <http://www.ft.com/cms/s/0/b852a826-2272-11e0-b6a2-00144feab49a.html#axzz1BKfDs3D4>

Keith B. Richburg, « Chinese President Hu Looks for 'Common Ground' with U.S. », *Washington Post*, 17 janvier 2011, en ligne : WP <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/01/16/AR2011011601920.html>

Kenneth G. Lieberthal, « Recalibrating U.S.-China Relations », *Los Angeles Times*, 17 janvier 2011, en ligne : Brookings http://www.brookings.edu/opinions/2011/0113_us_china_prasad.aspx

Martin Neil Baily, « Adjusting to China: A Challenge to the U.S. Manufacturing Sector », *Brookings Institute Policy Brief*, no. 179, janvier 2011, en ligne : Brookings http://www.brookings.edu/papers/2011/01_china_challenge_baily.aspx

Michael Wines, « Subtle Signs of Progress in U.S.-China Relations », *New York Times*, 19 janvier 2011, en ligne : NYT http://www.nytimes.com/2011/01/20/world/asia/20assess.html?_r=2&hp

Pete Kasperowicz, « Commerce Secretary Says Progress on Trade with China a Slow, Five-Step Process », *The Hill*, 13 janvier 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/floor-action/house/137781-commerce-secretary-locke-says-progress-on-trade-with-china-a-slow-five-step-process>

Susan Cornwell, « China's Hu Upbeat, Resists U.S. Pressure on Yuan », *Reuters*, 17 janvier 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE70F1O220110117>

Vicki Needham, « Baucus Urges Chinese Leaders to Move Forward on Economic, Trade Issues », *The Hill*, 17 janvier 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/801-economy/138293-baucus-urges-chinese-leaders-to-move-forward-on-economic-trade-issues>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 3, 27 janvier 2011

Des tensions importantes persistent dans les relations commerciales sino-américaines

Plus de 45 milliards de \$ É-U en contrats ont été annoncés durant la visite du président chinois en sol américain, alors qu'une importante délégation commerciale l'accompagnait. Les deux présidents, Hu Jintao et Barack Obama, ont adopté un ton conciliant et ont profité de l'occasion pour rappeler les liens commerciaux importants qui unissent les deux nations. Les États-Unis sont le deuxième marché d'exportation pour la Chine, juste derrière l'Union européenne. Elle y vend aujourd'hui plus de 350 milliards de \$ É-U en biens et services annuellement. La Chine, pour sa part, est le quatrième marché d'exportation en importance des États-Unis, derrière l'Union européenne, le Canada et le Mexique, grâce à des exportations de biens et services en 2010 qui totalisent plus de 100 milliards de \$ É-U.

Cependant, l'année 2010 a été marquée par une longue série de tensions politiques et économiques entre les deux pays. Certaines sont des irritants permanents, alors que de nouvelles émergent régulièrement. Si la visite officielle du président chinois dans la capitale américaine aura été une occasion de calmer le jeu, de nombreuses tensions commerciales persistent néanmoins entre les deux géants. Pour les États-Unis, les questions du contrôle du taux de change, de la libéralisation des investissements et du respect des droits de propriété intellectuelle (DPI) sont prioritaires. La



Chine, pour sa part, redoute l'encerclement politique et économique des États-Unis. Elle cherche à affirmer son indépendance et aspire à être traitée sur un pied d'égalité avec la première puissance mondiale sur la scène internationale. À cette fin, elle cherche à accélérer sa croissance par tous les moyens. Les États-Unis reprochent à la Chine de ralentir délibérément sa progression vers l'économie de marché, cette dernière rétorque qu'elle seule doit juger du rythme de son intégration à l'économie internationale. Le gouvernement chinois justifie la lenteur des réformes par le défi logistique imposant que représente la transition d'une économie entièrement dirigée à une économie de marché. Étant donné la nature autoritaire du régime, il est cependant peu probable que la Chine atteigne le niveau élevé d'ouverture souhaité par les États-Unis. Certains irritants devraient donc persister durant plusieurs années encore.

Les tensions créées par la violation des DPI en Chine ne sont pas nouvelles. Les conflits semblent provenir dans une moindre part de la mauvaise volonté du gouvernement central chinois que de son incapacité à appliquer ses propres directives en la matière. Lors de la dernière réunion du JCCT, la Chine s'est formellement engagée à soutenir une campagne de sensibilisation sur le sujet ainsi qu'à appliquer un programme d'achat de logiciel légal au sein du gouvernement. Le piratage de logiciels et le commerce de produits culturels piratés y sont des pratiques courantes. L'*International Intellectual Property Alliance* (IIPA), composée essentiellement de multinationales américaines du logiciel et du divertissement, estime les pertes annuelles de ses membres dues au piratage en Chine à 3,5 milliards de \$ É-U. La Chine s'est engagée à appliquer les principaux accords internationaux concernant les DPI, soit l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et les accords de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Cependant, l'application de ces normes pose problème. Pour des raisons culturelles, comme le manque de familiarité avec le concept des DPI, ou structurelles, comme la corruption des agents chargés de l'application des DPI, le piratage de logiciels et la contrefaçon en Chine devraient rester un phénomène important.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 3, 27 janvier 2011

Depuis 2006, un foyer de tensions permanent s'est développé autour des restrictions ou des entraves à l'investissement étranger sur le territoire chinois. La Chine n'est que le 17^e récipiendaire d'investissements directs étrangers (IDE) américains dans le monde. Les stocks d'IDE y étaient évalués en 2008 à 45 milliards de \$ É-U, un montant comparable aux stocks d'IDE américains au Brésil, par exemple. Ce montant est relativement limité comparativement à l'importance des flux commerciaux entre les deux pays. Cette situation s'explique en partie par les règles très contraignantes à l'investissement étranger en Chine. Dans de nombreux secteurs clés de l'économie, le gouvernement effectue des contrôles stricts sur les opérations de fusions-acquisitions ou exige que les IDE soient dirigés vers des coentreprises gérées majoritairement par des sociétés d'État. Ces pratiques, associées à une gestion laxiste des DPI et à des politiques industrielles jugées « déloyales » par les États-Unis, accélèrent certes le transfert technologique, mais causent aussi des tensions politiques importantes avec les pays occidentaux.

Le contrôle du taux de change exercé par la Banque centrale chinoise est un irritant grandissant aux relations sino-américaines. La nouvelle politique commerciale américaine développée par l'Administration Obama tente de générer une part croissante de l'activité économique aux États-Unis par l'exportation. Le renversement de la tendance historique des États-Unis à se fier à la force de leur marché intérieur comme moteur de croissance, associé au rattrapage technologique chinois, fait en sorte que les exportations américaines se retrouvent de façon croissante en compétition directe avec les exportations chinoises. De plus, les syndicats des secteurs manufacturiers, particulièrement sensibles à l'impact des importations chinoises, sont particulièrement influents auprès des élus démocrates et, pour eux, la sous-évaluation du yuan ne fait qu'exacerber une situation déjà explosive. Durant la 111^e session du Congrès, plusieurs projets de loi dans le but d'en contrecarrer les effets ont été débattus, votés et amendés à la Chambre des représentants. Bien qu'aucun de ces projets n'ait été mené à terme et que la nouvelle Chambre à majorité républicaine ne devrait pas aller dans ce sens, le contrôle du taux de change chinois risque fort de demeurer un irritant important au cours des prochaines années.

Le climat est à l'apaisement entre la Chine et les États-Unis, mais les litiges commerciaux portés devant l'OMC restent malgré tout nombreux. Ainsi, les États-Unis ont déposé trois plaintes contre la Chine à l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC en 2010. L'affaire DS413, intitulée *Certaines mesures affectant les services de paiement électronique*, conteste le monopole octroyé à une entreprise d'État dans le traitement des informations électroniques relatives aux paiements par cartes de crédit et cartes de débit. Les entreprises de services financiers américaines voudraient percer ce marché. L'affaire DS414, *Droits compensateurs et droits antidumping visant les aciers dits magnétiques laminés, à grains orientés, en provenance des États-Unis*, conteste l'application de droits tarifaires compensatoires par la Chine sur l'acier américain subventionné par le *Patriot Act*. L'affaire DS419, *Mesures concernant l'équipement pour la production d'énergie éolienne*, conteste l'application de droits tarifaires, jugés protectionnistes par les États-Unis, sur l'importation en Chine d'équipements utilisés dans la fabrication d'énergie renouvelable. Ces trois cas sont symptomatiques à la fois de la tendance chinoise à diriger son économie et des nouvelles orientations de la politique commerciale américaine adoptées par l'Administration démocrate de Barack Obama.

La Chine tente d'accélérer son rattrapage technologique en levant certaines barrières commerciales. Les plus visibles et aisément contestables sont les barrières tarifaires, comme dans le cas de la stratégie de substitution à l'importation de matériaux servant à la production d'énergie renouvelable. Ce type de comportement est caractéristique des grandes économies en phase de transition. D'autres facteurs, qui n'ont rien à voir avec le développement, comme la forme autoritaire de son gouvernement, influencent aussi de façon caractéristique sa politique



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 3, 27 janvier 2011

commerciale. C'est probablement ce que l'Administration américaine tente de démontrer en s'attaquant à l'ouverture du marché des services financiers. La Chine se refuse à ouvrir ce marché bien plus parce qu'elle souhaite garder le contrôle sur l'échange d'informations financières que parce qu'elle juge fondamental d'avoir un champion national dans ce domaine. D'autre part, l'Administration démocrate reflète les préoccupations des syndicats et des groupes de pression progressistes qui forment une partie de sa base lorsqu'elle fait du commerce loyal et du respect des accords de commerce ses priorités. Un déficit commercial croissant avec la Chine, dépassant les 270 milliards de \$ É-U annuellement, et un taux de chômage hors-norme, dépassant les 9 %, enflamment le débat. Cela l'encourage à utiliser tous les leviers dont elle dispose afin de presser la Chine à réformer son économie. Ces conflits sont donc symptomatiques en partie de la conjoncture, mais aussi des modèles politiques et économiques des deux superpuissances. Malgré les progrès dont nous avons fait état dans l'article précédent, ces symptômes risquent fort de se perpétuer dans les années à venir.

Sources : « 2010 Report to Congress on China's WTO Compliance », USTR, décembre 2010, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/node/6408> ; Wayne M. Morrison, « China-U.S. Trade Issues », *Congressional Research Service*, 7 janvier 2011, en ligne : FAS <http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL33536.pdf>

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Alan Wheatley, « Analysis: Growth vs Inflation Trade-Off Gets Tougher in Asia », *Reuters*, 17 janvier 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE70G2WD20110117>

Gautham Nagesh, « High Stakes for Commerce Secretary's Hi-Tech Trade Mission to India », *The Hill*, 16 janvier 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/hillicon-valley/technology/138187-high-stakes-for-lockes-hi-tech-trade-mission-to-india>

Paul Krugman, « The Competition Myth », *New York Times*, 23 janvier 2011, en ligne : NYT http://www.nytimes.com/2011/01/24/opinion/24krugman.html?src=ISMR_AP_LO_MST_FB

Perry Bacon, « President Obama to Emphasize U.S. Competitiveness in State of the Union Address », *Washington Post*, 24 janvier 2011, en ligne : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/01/24/AR2011012402682.html>

Scott Malone and Caren Bohan, « Analysis: Immelt's Selection Shows Policy Shift by Obama », *Reuters*, 21 janvier 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE70K6XV20110122>

Tobin Harshaw, « Obama's Corporate Makeover », *New York Times*, 21 janvier 2011, en ligne : NYT <http://opinionator.blogs.nytimes.com/2011/01/21/obamas-corporate-makeover/>

Travis McArthur, « Rewriting Economic History for the Korea FTA », *Eyes on Trade*, 19 janvier 2011, en ligne : Public Citizen <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2011/01/rewriting-economic-history-for-the-korea-fta.html>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 3, 27 janvier 2011

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278